



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Consultation n°2025-MP-01

**Réalisation d'un ensemble de bâtiments de formation et de
bureau de type modulaires**

CREPS Antilles- Guyane
Avenue Patrick Saint Eloi
97182 ABYMES

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 – Réalisation de prestations similaires	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants	5
3.1 - Désignation de l'acheteur	5
3.2 – Assistance à maîtrise d’ouvrage	5
3.3 - Maîtrise d’œuvre	5
3.4 - Contrôle technique	5
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Protection des données à caractère personnel	6
6 - Durée et délais d'exécution	6
6.1 - Délai global d'exécution des prestations	6
6.2 - Délai d'exécution	6
6.3 – Coordination des lots et délais d’approvisionnement	7
6.4 – Prolongation du délai d’exécution	8
7 - Prix	8
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
7.2 - Modalités de variation des prix	8
7.3 - Répartition des dépenses communes	9
8 - Garanties Financières	9
9 - Avance	10
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	10
9.2 - Garanties financières de l'avance	10
10 - Modalités de règlement des comptes	10
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels	10
10.2 - Présentation des demandes de paiement	11
10.3 - Délai global de paiement	12
10.4 - Paiement des cotraitants	12
10.5 - Paiement des sous-traitants	12
11 - Conditions d'exécution des prestations	12
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	12
11.2 - Implantation des ouvrages	13
11.3 - Préparation et coordination des travaux	13
11.3.1 - Période de préparation	13
11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	13
11.3.3 - Registre de chantier	14
11.4 - Etudes d'exécution	14
11.5 - Installation et organisation du chantier	15
11.5.1 - Installation de chantier	15
11.5.2 - Signalisation de chantier	15
11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	15
11.6.1 - Gestion des déchets de chantier	15
11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	15

11.6.3 - Documents à fournir après exécution	15
11.7 – Réception des travaux	15
11.7.1 – Dispositions applicables à la réception	15
11.7.2 – Levée des réserves	16
12 - Développement durable	16
13 - Garantie des prestations.....	16
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	16
15 - Pénalités	16
15.1 - Pénalités de retard	16
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	17
15.3 - Autres pénalités spécifiques	17
16 - Assurances.....	17
16.1 – Assurances du titulaire.....	17
16.2 – Assurances du maitre d’ouvrage	17
17 - Résiliation du contrat	17
17.1 - Conditions de résiliation	18
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	18
18 - Règlement des litiges et langues	18
19 - Dérogations	19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) porte sur le marché de travaux relatif à **la réalisation d'un ensemble de bâtiments de formation et de bureaux de type modulaires**.

Le projet de construction comprend 6 bâtiments (3 salles de formation, 1 bureau, 1 sanitaire, 1 carbet) et a pour but de participer au développement et à l'amélioration des conditions d'accueil et de formation de celui-ci. Les ouvrages à réaliser sont des constructions neuves.

Le projet est situé sur la parcelle du CREPS, à savoir la parcelle 000 / AB / 0003, Avenue Patrick Saint Eloi – 97182 LES ABYMES.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 lots :

Lots	Désignation
01	GROS ŒUVRE-DEMOLITION -VRD
02	CHARPENTE – COUVERTURE
03	ESPACES VERTS - SERRURERIE
04	MODULAIRES

1.3 – Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes. En cas de contradiction entre leurs stipulations, elles prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques communes (CCTC) ;
4. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), propre à chaque lot ;
5. La série de plans, schémas et croquis établis par le maître d'œuvre ou par les bureaux d'études, et en cas de contradiction entre les pièces établies par le maître d'œuvre et les bureaux d'études, la solution jugée la plus pertinente par le maître d'œuvre prime, même s'il s'agit de la solution la plus contraignante pour l'entreprise ;
6. La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), propre à chaque lot ;

7. Le mémoire technique du titulaire ;
8. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

3 - Intervenants

3.1 - Désignation de l'acheteur

Nom du pouvoir adjudicateur : **CREPS Antilles- Guyane**

Adresse : **Avenue Patrick Saint Eloi, 97182 LES ABYMES**

Représenté par **Madame la Directrice, Chantal CUSSET-GAYDU.**



3.2 – Assistance à maîtrise d’ouvrage

L’assistance à maîtrise d’ouvrage est assurée par :

PROGEA KARUKERA

34 ZAE de Colin
97170 PETIT-BOURG

3.3 - Maîtrise d’œuvre

La maîtrise d’œuvre est assurée par le groupement suivant :

MOE- Architecte :

ATELIER MARO

Lotissement le Hameau de la Baie du GO
5 allée du Bauhinia
97229 LES TROIS-ILETS

MOE- Bureaux d’études :

CS INGENIERIE

Résidence Occitane
Anse Mitan
Rue des Ixoras
97229 LES TROIS- ILETS

ETECH

109 Rue du Général de Gaulle
94420 CHENNEVIERES-SUR-MARNE

3.4 - Contrôle technique

Le contrôleur technique est assuré par :

SOCOTEC ANTILLE GUYANE

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération est assurée par :

IP2C

70 rue Dugommier
97110 POINTE A PITRE

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 6 mois.

La date prévisionnelle de début des prestations est envisagée au 10/07/2025.

6.2 - Délai d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par la notification du marché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette opération est contrainte en termes de planning. Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre seront particulièrement attentifs au respect du calendrier.

A ce titre, il est attendu du titulaire qu'il poursuive normalement l'exécution de ses travaux pendant la période estivale ou les périodes festives, sans arguer d'une éventuelle période de fermeture de son entreprise ou de congés annuels de son personnel.

Le titulaire doit donc s'assurer de la continuité des travaux sans interruption.

Le titulaire est également réputé avoir intégré dans son offre en général et dans son planning d'exécution le nombre de jours d'intempéries réputées prévisibles.

En application de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux,

Chaque intervenant, au cours de la phase de préparation de chantier, doit l'établissement d'un planning d'exécution en collaboration avec le maître d'œuvre. Ce calendrier détaillé d'exécution de travaux sera notifié par bon de commande avant l'achèvement de la période de préparation.

6.3 – Coordination des lots et délais d'approvisionnement

Le délai prévisionnel d'approvisionnement du lot 4 est estimé au lancement de la présente consultation à 4 mois, à compter de la notification de son marché.

Toutefois, dans l'hypothèse où le titulaire du lot 4 serait en mesure de réaliser ses approvisionnements dans un délai inférieur à celui-ci, et dans l'hypothèse que les travaux de préparations du terrain, nécessaires à la réalisation des ouvrages du lot 4, ne soient pas achevés, alors le titulaire du lot 4 doit à sa charge le stockage de ses fournitures.

De manière générale, le titulaire du lot 4 aura à sa charge le stockage de ses fournitures selon un délais plafond de 6 mois à réception de ceux-ci, indépendamment des raisons aboutissant à cette nécessité de stockage. Passé ce délais, les coûts de stockage pourront être imputés au maître d'ouvrage.

Les prestations du lot 4 étant liées aux travaux préparatoires réalisés par le lot 1, dans l'hypothèse où le titulaire du lot 4 serait en mesure de réaliser ses approvisionnements dans un délai inférieur à celui estimé, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de solliciter une anticipation du démarrage des prestations du titulaire du lot 1.

Dans ce cas, le maître d'œuvre notifiera au titulaire du lot 1 sa demande d'anticipation, en précisant le nouveau calendrier d'intervention souhaité avec un préavis raisonnable tenant compte des contraintes d'organisation du lot 1 et en tenant compte du délais incompressible de 2 mois de période de préparation.

Dans cette hypothèse, le titulaire du lot 1 s'engage, dès le dépôt de son offre, à répondre favorablement la demande du maître d'œuvre, et à mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'adaptation de son planning d'intervention afin de permettre un démarrage anticipé de ses travaux, sans que cette anticipation ne puisse donner lieu à une demande de modification de son prix.

6.4 – Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du CCAG-Travaux 2021, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	40 mm	1 jour
Vent	70 Km/h	1 jour
Temps dangereux	Alerte rouge Alerte violette	1 jour

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de « LE RAIZET, Guadeloupe ».

Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés. Pour être prise en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier par le titulaire au maître d'œuvre.

La prolongation du délai fera l'objet d'un avenant le cas échéant.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement pour chaque lot.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix forfaitaires seront actualisés si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix initial et la date de commencement d'exécution des prestations.

Cette actualisation est effectuée par application de la formule suivante :

$$Pa = P0 \times (Im-3 / Io)$$

Selon les dispositions suivantes :

- Pa : Prix actualisé ;
- P0 : Prix initial du marché public ;
- Io : Indice BT01 pour le mois 0, mois de remise des offres ;

- I(m-3) : Indice BT01 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations.

7.3 - Répartition des dépenses communes

Les dépenses ci-après indiquées font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un titulaire :

- Frais d'entretien compris nettoyages journaliers, consommation en eau, en électricité, fournitures, consommables et autres pour le bungalow bureau de chantier ;
- Frais d'entretien compris nettoyages journaliers, consommation en eau, en électricité, fournitures, consommables et autres pour le bungalow sanitaire ;
- Frais d'entretien compris nettoyages journaliers, consommation en eau, en électricité, fournitures, consommables et autres pour le bungalow réfectoire ;
- Frais relatifs aux bennes à gravais ;
- Consommation électrique du branchement électrique de chantier ;
- Consommation d'eau du branchement eau de chantier ;

De plus, dans le cas où une dépense ne pourra être imputée à un entrepreneur déterminé, elle sera portée au débit du compte prorata.

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata est le titulaire du Lot n°1.

Il procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires.

En fin de chantier, il effectuera la répartition desdites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Néanmoins, en cas de désaccord, le maître d'ouvrage pourra conditionner le règlement du solde du marché au versement, par les entrepreneurs, des sommes dues par eux au titre du compte prorata.

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le

titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

9 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour tous les lots.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération et, le cas échéant le montant de l'avance ;
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19971047600011

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution : CREPS Antilles Guyane

Le projet est situé sur la parcelle du CREPS, à savoir la parcelle 000 / AB / 0003, Avenue Patrick Saint Eloi – 97182 LES ABYMES.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits

de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

11.2 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire du lot n°1. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux, par le titulaire du lot n°1.

11.3 - Préparation et coordination des travaux

11.3.1 - Période de préparation

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 2 mois hors délais d'approvisionnement de certains équipements et fournitures. Ces approvisionnements seront réalisés en temps masqués par les entreprises concernées tandis que les autres lots débiteront les travaux de préparation du terrain selon les enchainements de tâches indiqués au planning joint au DCE.

Cette période débute à compter de la date fixée par la notification du marché aux titulaires des lots.

11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier : dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

11.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

11.5 - Installation et organisation du chantier

11.5.1 - Installation de chantier

Les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier sont répertoriées au compte prorata, dont la gestion incombe au lot 1.

11.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier

11.6.3 - Documents à fournir après exécution

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

11.7 – Réception des travaux

11.7.1 – Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations préalables à la réception.

Le maître d'œuvre proposera une date de réception commune aux titulaires qui l'informeront de l'achèvement de leurs travaux à des dates proches. La notion de date proche sera établie entre les intervenants lors des réunions de chantier et ne pourra excéder les trente jours à compter de l'information d'achèvement des travaux, prévus à l'article 41.1.2 du CCAG-Travaux.

11.7.2 – Levée des réserves

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai de 30 jours calendaires à partir de la date de réception du procès-verbal des OPR comprenant la liste la plus exhaustive possible des réserves, qui sera notifié par le Maître d'Ouvrage par courrier recommandé.

Au cas où les travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le Maître d'œuvre peut les faire exécuter aux frais et risques de l'Entrepreneur concerné.

12 - Développement durable

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-Travaux, la présente consultation ne comporte pas de clause d'insertion sociale.

Toutefois, la présente consultation prévoit des critères de sélection environnementaux prenant en compte des considérations relatives à l'environnement. De fait, le titulaire devra intégrer dans son offre des pratiques environnementales et des démarches professionnelles visant à valoriser la dimension écologique de son offre.

Le titulaire s'engage à mettre en application l'ensemble des mesures qu'il présente dans son offre et s'engage à fournir une preuve de leur réalisation sur simple demande du maître d'ouvrage.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1/3000 du montant HT du marché, conformément aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire, le maître d'ouvrage ne devra donc pas inviter le titulaire à présenter ses observations avant application des pénalités.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 € par infraction relevée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier qui seront hebdomadaires, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 150,00 € par absence. La date des réunions de chantier sera déterminée par la maîtrise d'œuvre en début de mission.

En cas de non-respect des délais pour les remises des documents prévus à l'article 11.3.2, les titulaires encourent une pénalité forfaitaire fixée à 150,00€ par jour de retard.

En cas de non-respect par le titulaire des pratiques environnementales et des démarches professionnelles qu'il aura proposé dans son offre, visant à valoriser la dimension écologique de son offre, il encourt une pénalité de 300,00€ par pratique ou démarche non respectée au regard des engagements de son offre.

16 - Assurances

16.1 – Assurances du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- **Une assurance au titre de la responsabilité civile** découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- **Une assurance au titre de la garantie décennale** couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

16.2 – Assurances du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage indique souscrire une assurance Tous Risques Chantier, ainsi qu'une assurance Dommage-Ouvrage.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 49.1 du CCAG-Travaux, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE GUADELOUPE

34 chemin des Bougainvilliers

Cité Guillard

97100 BASSE-TERRE

Téléphone : +590 590 38 49 00

Télécopie : +590 590 81 96 70

Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 6.3 du CCAP déroge à l'article 18.1.4 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG – Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG-Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG – Travaux
- L'article 17.2 du CCAP déroge à l'article 49.1 du CCAG-Travaux